



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 153 – 3^e trimestre 2012

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse du contexte international et européen</i>	5
<i>2. Evolution conjoncturelle en Guyane</i>	6
<i>2.1 Evolution des actifs financiers</i>	6
<i>2.2 Evolution des passifs financiers</i>	8
<i>2.3 Vulnérabilité financière des agents économiques</i>	9
<i>2.4 Tendances et prévisions</i>	10
<i>3. L'enquête auprès des principaux établissements de crédit</i>	11
<i>4. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	12
<i>Les avoirs des ménages</i>	13
<i>Les avoirs des entreprises</i>	14
<i>5. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	15
<i>5.1 Concours consentis par les établissements de crédit implantés localement</i>	15
<i>5.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
<i>L'endettement des ménages</i>	17
<i>L'endettement des collectivités locales</i>	17
<i>L'endettement des entreprises</i>	18
<i>6. Risques sectoriels</i>	19
<i>7. Indicateurs de vulnérabilité</i>	21
<i>8. Rappel des taux</i>	22
<i>8.1 Taux réglementés</i>	22
<i>8.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	22
<i>8.3 Enquête sur le coût du crédit aux entreprises</i>	22
<i>8.4 Taux de l'usure</i>	22
<i>9. Monnaie fiduciaire</i>	23
<i>9.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	23
<i>9.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	23

Méthodologie

1) La modification des critères retenus pour différencier les établissements de crédits installés localement (ECIL) et non installés localement (ECNIL) et son incidence sur les statistiques monétaires.

Parallèlement à la réforme SURFI (réforme du système de reporting financier de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) intervenue le 30 juin 2010¹), une modification des critères présidant à l'attribution du statut d'établissement implanté localement est intervenue. Est considéré comme installé localement un établissement qui possède une représentation locale « significative », avec au moins un agent permanent localement. Il se différencie ainsi d'un établissement qui ne possède pas de représentation locale et qui intervient directement depuis la métropole. Suite à cette modification, trois établissements ont été rattachés aux ECIL en Guyane, il s'agit de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), de l'Agence Française de développement (AFD) et de la Casden BP.

La nouvelle répartition des établissements de crédit est désormais la suivante :

ECIL: AFD, BDAF, BFCAG, BNPPG, BRED BP, BRED Cofilease, CASDEN BP, CDC, CMAG, CRCAMMG, FCMAG, La Banque Postale, OSEO, SOFIAG, SOMAFI

ECNIL: BEI, CAFINEO, CFF, DEXIA CREDIT LOCAL, NATIXIS, NATIXIS FACTOR, NATIXIS FINANCEMENT, autres EC

Cette modification se traduit, par rapport à l'ancien périmètre, par une variation à la hausse des données financières (actifs et passifs) concernant les Etablissements de Crédits Implantés Localement.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés dont 7 Banques de détail et 2 Sociétés financières).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les prévisions d'évolution relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que celles relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression (ou qu'une situation est en amélioration) et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement (ou qu'une situation est en dégradation).

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le département.

¹ Depuis juin 2010, SURFI a succédé au système BAFI (base des agents financiers), en vigueur depuis 1993, entraînant un changement majeur du système de collecte et de reporting des informations auprès des établissements de crédit. Cette réforme vise notamment à simplifier et à rationaliser les reportings financiers destinés au superviseur bancaire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales, les administrations de sécurité sociale et les ISBLSM (Institutions Sans But Lucratif aux Service des Ménages).

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (ECIL et ECNIL) puis les crédits accordés par les établissements de crédit implantés localement (ECIL).

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont-ils comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") alors que les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières", SNF).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et EI selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et les fonds de pension, les administrations centrales, les administrations de sécurité sociale ainsi que les ISBLSM (Institutions Sans But Lucratif aux Service des Ménages). Les crédits octroyés aux collectivités locales (administrations publiques locales) sont présentés séparément de ceux des « autres agents » afin de permettre une meilleure lecture de l'évolution du financement de cette catégorie d'acteurs.

5) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par établissement de crédit déclarant et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM (Départements et Collectivités d'Outre-mer). Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Seuls les encours mobilisés (les crédits à court terme (CT), les crédits à moyen-long terme (MLT) et les crédits-bails) sont pris en compte dans cette étude. Les encours de crédits titrisés et les encours mobilisables de hors-bilan ne sont pas répertoriés. A partir de la centralisation des risques de mars 2012, les établissements de crédit appliquent un nouveau cahier des charges, qui se traduit par l'arrêt des déclarations des encours privés des entrepreneurs individuels. Seuls les encours liés à une activité professionnelle sont désormais recensés. Conséquences sur les chiffres : les encours des entrepreneurs individuels ne représentent plus que 1,28 % de l'encours total à fin mars 2012, contre 3,55 % à fin décembre 2011.

6) L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises concerne les principaux établissements bancaires intervenant sur ce type de crédit dans le département. Réalisée tous les semestres, cette enquête recense le taux moyen des découverts et des crédits à moyen et long termes offert par ces établissements de crédit à leurs clientèles.

1- Synthèse du contexte international et européen

Au troisième trimestre 2012, l'économie mondiale poursuit sa détérioration et les projections de croissance ont été revues à la baisse. Les indicateurs de l'activité et du chômage font état d'une atonie économique croissante et généralisée au premier semestre de 2012, et aucune amélioration notable n'apparaît. Dans les pays avancés, la croissance est maintenant trop faible pour faire reculer le chômage. La crise dans la zone euro apparaît toujours comme une menace pour les perspectives de l'économie mondiale.

Au troisième trimestre, la croissance économique aux États-Unis s'accélère par rapport au trimestre précédent (+ 0,5 % après + 0,3 %). La hausse du rythme de croissance au troisième trimestre s'explique toutefois essentiellement par la variation des stocks des entreprises.

Dans les pays d'Asie en développement, le produit intérieur brut réel devrait progresser de 7,25 % au second semestre de 2012. Le moteur principal est la Chine, où l'activité devrait profiter de l'accélération des approbations de projets publics dans les infrastructures. Le Japon fait face à un niveau de déficit élevé et d'endettement sans précédent et son produit intérieur brut recule de 0,9 % au troisième trimestre.

En dépit des mesures prises par les pouvoirs publics, la crise dans la zone euro s'est aggravée. Le rééquilibrage des budgets et la fragilité persistante du système financier freinent la croissance dans les pays avancés. Au troisième trimestre 2012, le produit intérieur brut de la zone euro baisse de 0,1 % par rapport au trimestre précédent.

En France, la croissance reprend à un rythme faible au troisième trimestre (+ 0,2 % après - 0,1 %). Les dépenses de consommation des ménages rebondissent légèrement alors que l'investissement fléchit (- 0,2 % après + 0,5 %). Par ailleurs, le solde du commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,3 points) mais il est compensé par les variations de stocks qui contribuent négativement à l'évolution de l'activité (- 0,3 points). Avec 2,8 millions de personnes au chômage, le taux de chômage s'élève à 9,9 % au troisième trimestre en France hexagonale.

L'économie allemande est toujours en croissance mais son activité pâtit de la récession européenne (+ 0,2 % au troisième trimestre). Les dépenses privées et publiques ont progressé au troisième trimestre et le solde du commerce extérieur s'améliore. Le Portugal et la Grèce enregistrent au troisième trimestre une contraction de l'activité économique de respectivement 3,4 % et 7,2 % en rythme annuel.

Dans les principaux pays émergents, la croissance auparavant vigoureuse ralentit également. La faiblesse de la croissance et l'incertitude dans les pays avancés ont des répercussions négatives sur les pays émergents et en développement et aggravent les faiblesses internes.

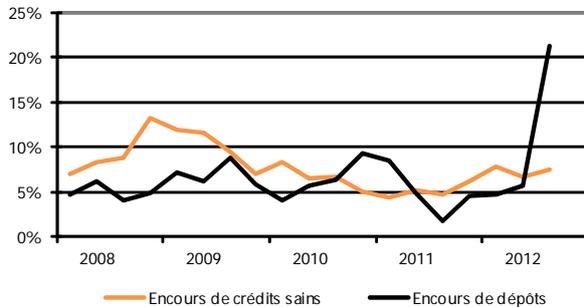
A fin octobre, le prix en dollar du baril de pétrole (Brent) a augmenté de 9,3 % sur trois mois. En revanche, le prix des matières premières s'inscrit à nouveau en baisse en octobre (- 4,3 % sur le mois).

Lors de sa réunion du 6 décembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a indiqué qu'il estimait que des risques à la baisse continuaient de peser sur les perspectives économiques de la zone euro.

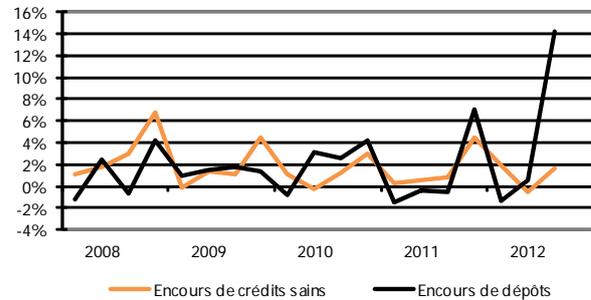
2- Evolution conjoncturelle en Guyane

L'activité des établissements de crédit progresse sensiblement au 3^{ème} trimestre. La collecte augmente de 14,2 % par rapport au trimestre précédent en raison d'une opération contribuant sensiblement à la hausse de l'encours des actions. Après une baisse de 0,5 % au trimestre précédent, l'activité de financement est bien orientée avec un encours de crédits sains en progression de 1,6 %.

Evolution en glissement annuel



Evolution en glissement trimestriel



Source : IEDOM, données SURFI

Les comportements financiers des agents économiques de Guyane font ressortir sur le 3^{ème} trimestre 2012 :

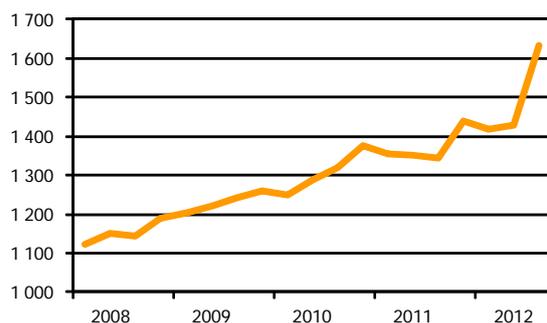
- une reprise du financement des entreprises ;
- une dégradation des indices de vulnérabilité pour les entreprises.
- une hausse du montant d'actions détenues, entraînant l'augmentation de l'encours des dépôts ;

2.1 L'évolution des actifs financiers

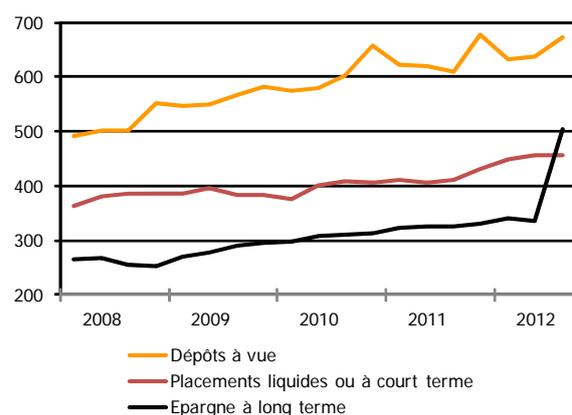
Forte croissance de l'encours des actifs financiers au 3^{ème} trimestre 2012

Au 30 septembre 2012, l'encours des actifs financiers s'établit à 1 631,3 M€, en hausse de 14,2 % sur le trimestre. Sur un an, la croissance des actifs financiers est encore plus importante (+ 21,3 %). Toutefois, cette forte hausse est le résultat d'une opération exceptionnelle. Hors cette opération, l'évolution trimestrielle des actifs financiers est de 2,5 % et l'évolution annuelle de 9 %, ce qui reste au dessus de la croissance moyenne observée sur la période 2007-2011 (+ 7,6 %).

Evolution de l'encours des actifs financiers (en M€)



Evolution des différents placements (en M€)



Source : IEDOM, données SURFI

La collecte reste en légère hausse sur le segment des ménages (+ 0,9 % sur le trimestre à 983,9 M€), ainsi que pour les autres agents² (+ 1,7 % à 130,1 M€), mais progresse de manière significative pour le segment des entreprises (+ 58,9 % à 517,3 M€, dont + 50,4 % sur l'épargne à long terme). En excluant l'épargne à long terme (objet d'une opération exceptionnelle), l'évolution de la collecte d'actif pour les entreprises reste positive, avec une augmentation trimestrielle de 7,9 %, et de 16,3 % en glissement annuel.

² Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales, les administrations de sécurité sociale et les ISBLSM (Institutions Sans But Lucratif aux Services des Ménages).

Croissance de l'encours des dépôts à vue

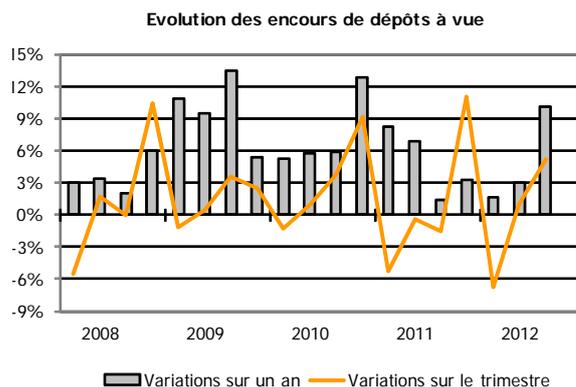
Après une faible augmentation au trimestre précédent (+ 1,0 % soit + 6,0 M€), l'encours des dépôts à vue voit sa croissance s'accroître au troisième trimestre (+ 5,2 % soit + 33,5 M€) pour s'établir à 671,6 M€ au 30 septembre 2012. Sur un an, la collecte nette sur les dépôts à vue est en forte augmentation, avec une hausse de 10,1 % de l'encours. Cette évolution se situe au dessus de la moyenne observée entre 2007 et 2011 (+ 7,1 %).

Cette hausse sensible concerne tous les agents : de façon plus importante pour les sociétés (+ 11,1 %, soit + 25,2 M€), puis viennent les autres agents (+5,1 % soit + 4,2 M€) et enfin les ménages avec une légère croissance (+ 1,3 % soit + 4,1 M€).

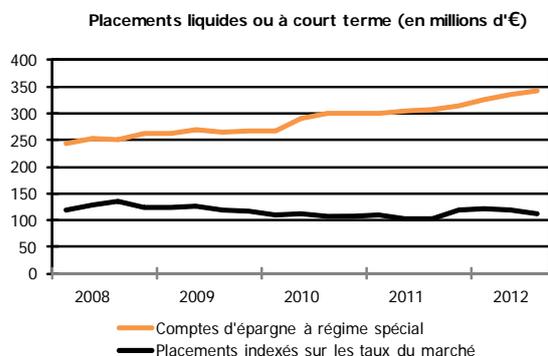
A fin septembre 2012, du fait de l'importante évolution des placements en actions, la part des dépôts à vue dans l'épargne totale diminue mécaniquement de 3,5 points, pour s'établir à 41,2 %.

Croissance atone de la collecte de placements liquides ou à court terme

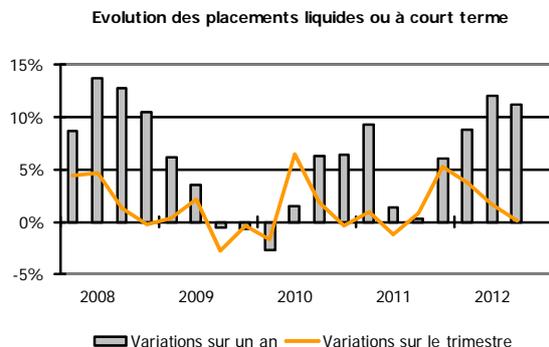
L'encours de placements liquides ou à court terme croît faiblement sur le trimestre (+ 0,1 %) pour s'établir à 456,0 M€ à fin septembre 2012. Cette évolution est contrastée selon les agents : la collecte reste orientée à la hausse pour les ménages (+ 0,6 % sur le trimestre), en légère diminution sur le marché des entreprises (- 0,2 %), et se retourne à la baisse pour les autres agents (- 3,2 %). Sur un an, la collecte globale d'épargne liquide ou à court terme affiche néanmoins une croissance (+ 11,2 %) bien supérieure à celle observée en moyenne sur la même période entre 2007 et 2011 (+ 5,6 %).



Source : IEDOM, données SURFI



Source : IEDOM, données SURFI



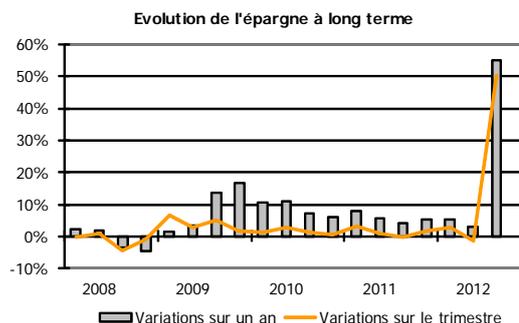
Au 3^{ème} trimestre 2012, la croissance de l'encours **des comptes d'épargne à régime spécial** reste bien orientée (+ 2,0 % après + 3,0 % au 2^e trimestre 2012) pour s'établir à 342,8 M€ à fin septembre. Cette évolution positive s'explique essentiellement par une bonne collecte sur le segment des entreprises (+ 4,1 M€ d'encours), mais aussi sur le segment des ménages, principalement sur les livrets ordinaires (+ 2,8 M€). La croissance nulle de la collecte sur le livret A pour ce trimestre est à relativiser étant donné la décollecte habituelle au troisième trimestre sur ce type de placement. Sur un an, l'encours de l'épargne réglementée, en hausse de 11,9 %, surpasse la croissance moyenne observée entre 2007 et 2011 (+ 7,2 %).

En revanche, sur le segment des **placements indexés sur les taux du marché**, la baisse entamée au trimestre précédent (- 1,9 %) se poursuit et s'accroît au 3^e trimestre (- 5,4 %, soit - 6,4 M€). Cette évolution négative est constatée sur l'ensemble des placements. L'encours des dépôts à terme, soit la moitié des placements sur le segment, recule à lui seul de 6,2 %, soit - 3,7 M€. Les OPCVM ainsi que les titres de créances négociables diminuent également (respectivement - 3,8 % et - 8,8 %, soit - 1,9 M€ et - 0,8 M€).

Sur un an, la croissance de ce segment atteint cependant 9,2 % contre une augmentation moyenne de 2,2 % sur la même période entre 2007 et 2011.

Croissance sensible de l'épargne à long terme

La collecte d'épargne à long terme augmente sensiblement au 3^{ème} trimestre 2012 (+ 50,4 % soit + 168,8 M€). Sur un an, cette croissance représente une hausse de 55 %, soit + 178,8 M€. La collecte d'épargne à long terme représente à fin septembre 503,7 M€, soit 30,9 % de l'ensemble des actifs de la place (+ 7,4 points). Toutefois cette évolution est à relativiser puisqu'elle résulte principalement d'une augmentation des prises de participation en actions dont l'encours total se trouve ainsi multiplié par plus de 16 (soit 177,6 M€ au 3^{ème} trimestre, contre 10,7 M€ au trimestre précédent). En excluant le poste des placements en actions, la collecte de l'épargne à long terme augmente de 0,6 % sur le trimestre (soit + 1,9 M€), et 4,1 % en glissement annuel (soit + 12,7 M€).



Source : IEDOM, données SURFI

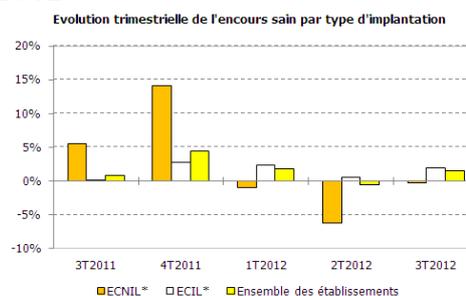
Les autres placements à long terme évoluent globalement dans la même direction, mais de façon beaucoup plus modeste : les contrats d'assurance vie augmentent de 0,8 % ce trimestre, (+ 1,7 M€), tout comme les plans d'épargne logement (+ 0,8 %, soit + 0,7 M€) et les obligations pour leur part progressent de 3,5 % (+ 0,4 M€).

A fin septembre en glissement annuel, l'encours des contrats d'assurance vie augmente de 4,2 %, soit + 8,2 M€. Celui des obligations progresse sensiblement de +79,6 %, ce qui représente une augmentation de 5,8 M€. La collecte sur les plans d'épargne logement est de nouveau en hausse (+ 4,6 %, soit +3,8 M€). A l'inverse, l'encours des OPCVM non monétaires subit une baisse sensible sur un an (- 22,3%, soit - 4,6 M€).

2.2 L'évolution des passifs financiers

Reprise de l'activité de financement au 3^{ème} trimestre 2012

Au 30 septembre 2012, l'encours sain de crédits du département s'élève à 2 434,9 M€, en hausse sur le trimestre (+ 1,6 %). Cette progression s'explique essentiellement par la bonne tenue de l'activité des établissements de la place (+ 1,9 % sur le trimestre). L'activité des établissements hors zone est en baisse pour le troisième trimestre consécutif (- 0,3 % à 338,9 M€).



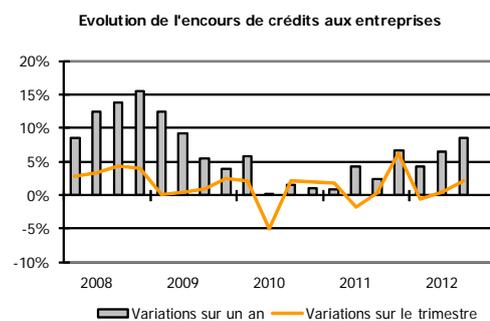
Source : IEDOM, données SURFI

*ECNIL : établissements de crédit non implantés localement
*ECIL : établissements de crédit implantés localement

Hausse du financement des entreprises au 3^{ème} trimestre

Au 30 septembre 2012, l'endettement des entreprises s'établit à 1 238,9 M€, en hausse de 2,2 % sur le trimestre (soit + 26,8 M€ d'encours). La croissance annuelle de l'encours de crédits aux entreprises s'établit à + 8,6 %, au-dessus de sa moyenne observée sur la période 2007-2011 (+ 6,8 %).

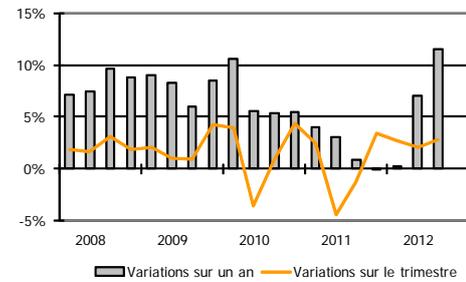
L'encours des crédits d'investissement augmente ce trimestre (+ 1,9 %, soit + 7 M€). Cette évolution est liée à l'augmentation saisonnière des octrois de crédits à l'équipement (+ 3,29 % soit 8,7 M€).



Source : IEDOM, données SURFI

Stimulé par de nombreux programmes de construction de logements sociaux, l'encours de crédits à l'habitat, accordés principalement aux bailleurs sociaux du département, poursuit quant à lui sa progression sur le trimestre (+ 2,9 %, soit 21,4 M€). Il s'établit à 770,8 M€ à fin septembre 2012, et représente 62,1 % des crédits octroyés au segment des entreprises et 31,7 % de l'encours de crédits total du département.

Evolution de l'encours des crédits immobiliers aux entreprises

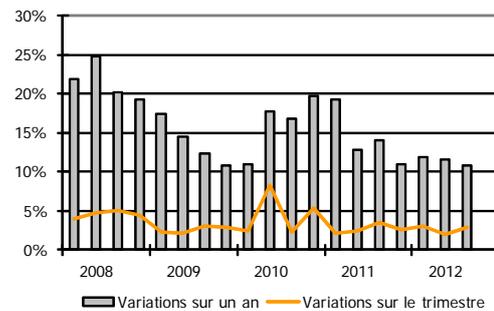


Source : IEDOM, données SURFI

Croissance toujours soutenue de l'endettement des ménages

Porté principalement par le financement immobilier, l'endettement global des ménages progresse au 3^{ème} trimestre (+ 2,1 % après + 1,4 % au trimestre précédent). Sur un an, l'encours sain des crédits aux ménages augmente de 7,5 % pour atteindre 773,8 M€ au 30 septembre 2012.

Evolution de l'encours de crédit à l'habitat des ménages



Source : IEDOM, données SURFI

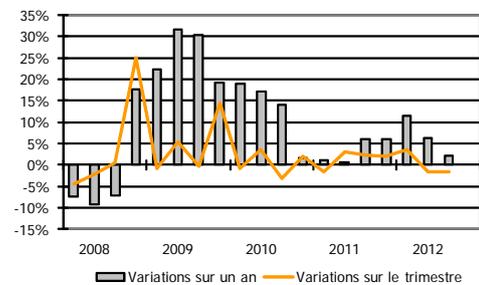
L'activité de financement de l'habitat reste bien orientée et croît sur le trimestre de 2,8 % (soit + 16,7 M€) à 611,2 M€. Sur un an, l'encours augmente de 10,8 % contre 16,8 % en moyenne sur la même période entre 2007 et 2011.

L'encours des comptes ordinaires débiteurs augmente sensiblement au cours du 3^{ème} trimestre 2012 (+ 16,7 %, soit + 2,0 M€). Le troisième trimestre est traditionnellement celui où l'encours de ce type de crédit est le plus élevé. Sur un an, la progression reste toutefois modérée (+ 4,1 %).

Baisse de l'encours de crédits du secteur public

L'encours sain de crédits aux collectivités locales s'inscrit en recul de 1,5 % (soit - 6,1 M€) sur le trimestre à 388,9 M€ fin septembre 2012.

Evolution des encours de crédits d'investissement aux collectivités locales



Source : IEDOM, données SURFI

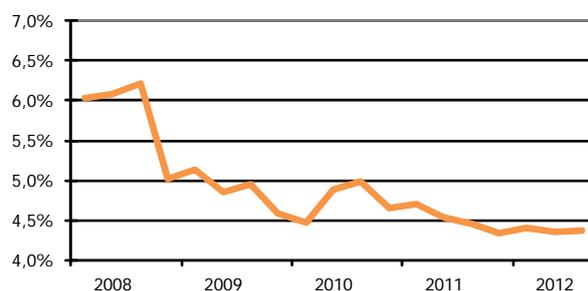
L'évolution trimestrielle est marquée par une nouvelle diminution de l'investissement des collectivités locales (- 1,5 %, soit - 6,0 M€). Toutefois, sur un an, l'évolution de l'encours reste orientée à la hausse (+ 2,2 %), mais est beaucoup moins élevée que la croissance moyenne de 13,9 % constatée sur la même période entre 2007 et 2011.

2.3 La vulnérabilité financière des agents économiques

Le taux de créances douteuses brutes des établissements implantés localement, qui s'établit à 4,4 % au 30 juin 2012, reste stable par rapport au trimestre précédent et diminue très légèrement par rapport au 3^{ème} trimestre 2011 (-0,1 point). Le taux de provisionnement se stabilise également sur le trimestre (+ 0,1 point à 65,8 %).

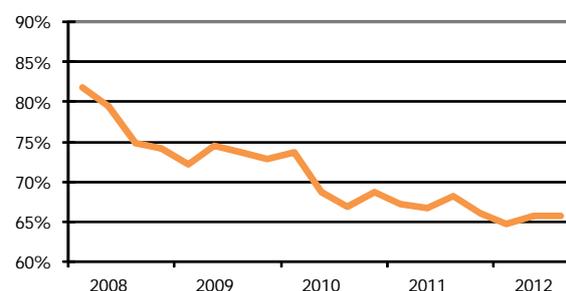
Ettablissements de crédit implantés localement (ECIL)

Taux de créances douteuses brutes de la place

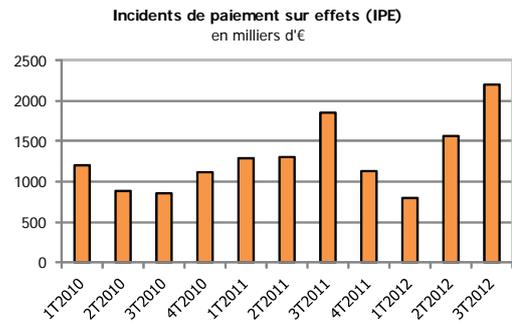


Source : IEDOM, données SURFI

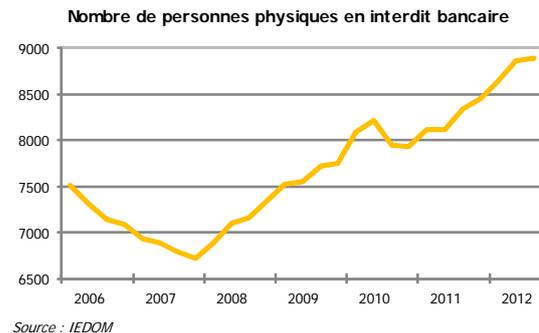
Taux de provisionnement de la place



Sur le 3^{ème} trimestre, il est observé à nouveau quelques signes de dégradation des indicateurs de vulnérabilité sur le marché des entreprises. L'encours de créances douteuses nettes des sociétés non financières est en augmentation (+ 3,5 %). Le montant cumulé des Incidents de Paiement sur Effets (IPE) progresse de façon notable (+ 40,8 %), pour atteindre 2,2 M€, contre une moyenne trimestrielle de 1,2 M€ sur les deux dernières années). Les incidents de paiement sur effets concernent principalement le secteur du commerce qui représente les trois-quarts des incidents recensés. Enfin, si le nombre de personnes morales en situation d'interdit bancaire diminue sur le trimestre (-1,8), il reste en augmentation sur un an avec +3,2 %, et s'établit à 713.



Sur la clientèle des ménages, l'évolution des indicateurs de vulnérabilité reste relativement stable. Le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire augmente de 3,6 % (8 890 à fin septembre) alors que le nombre de dossiers de surendettement déposés sur le trimestre reste stable (137 dossiers déposés depuis le début de l'année, dans la continuité de la moyenne observée à la même période sur les 2 dernières années). Le montant des créances douteuses nettes est en diminution sur le trimestre (- 7,4 %, soit - 0,8 M€).



2.4 Les tendances du 4^{ème} trimestre 2012 et les prévisions des professionnels pour le 1^{ème} trimestre 2013

Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture trimestrielle menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de la place, la croissance de l'activité du secteur bancaire devrait être soutenue au quatrième trimestre 2012.

Si la croissance du financement des ménages devrait rester solide, tant sur le marché du crédit à l'habitat que pour les crédits à la consommation, l'évolution des encours de crédits pour les entreprises semble plus mitigée. D'une part, le financement à court terme des entreprises devrait diminuer légèrement au quatrième trimestre, puis repartir au premier trimestre 2013. D'autre part, les prévisions favorables sur l'évolution des crédits d'équipement aux entreprises prévues au 4^{ème} trimestre devraient s'inverser au début de l'année 2013.

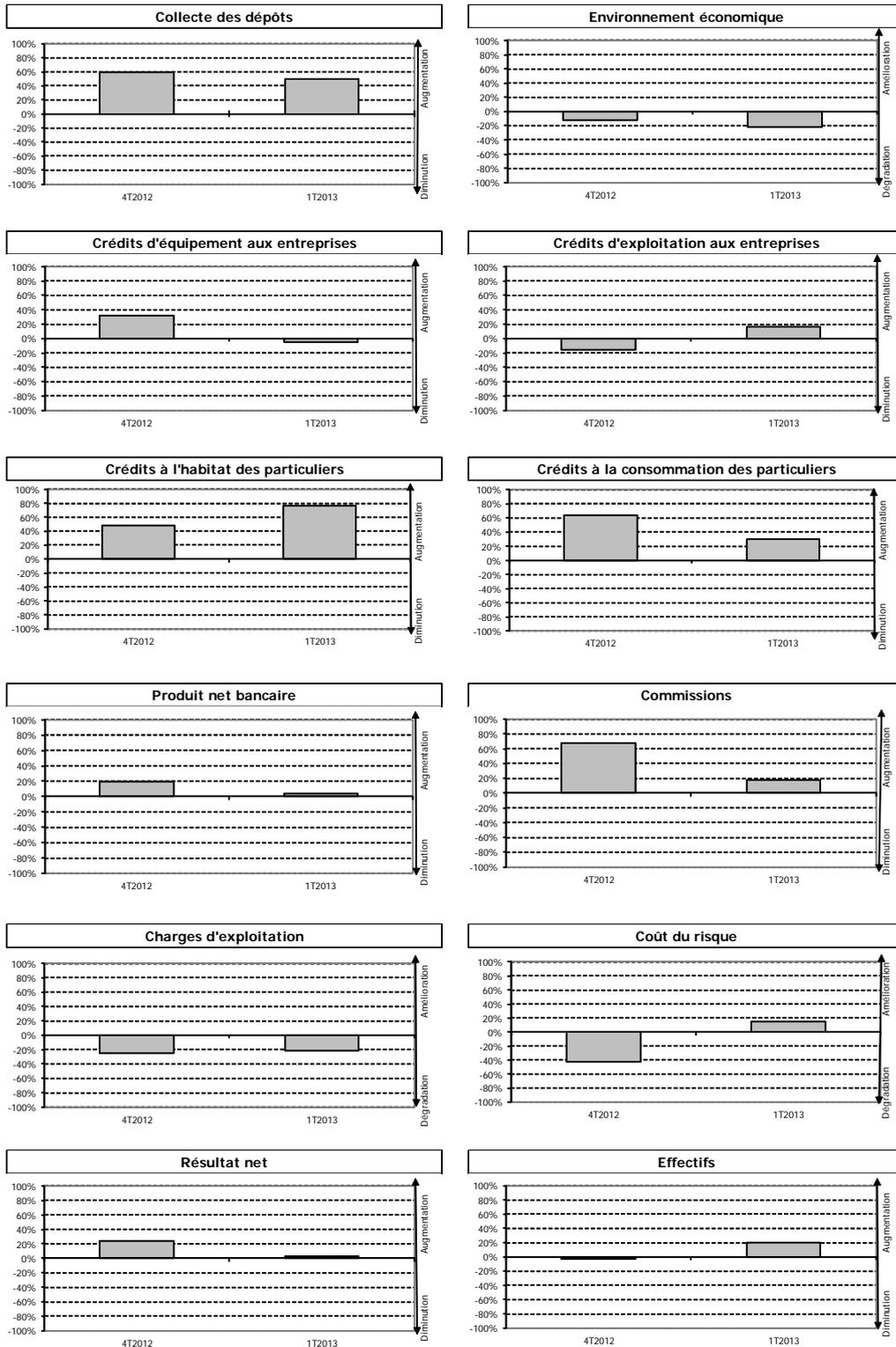
La collecte des dépôts devrait continuer d'augmenter sur les deux prochains trimestres, malgré un environnement économique morose. La baisse des charges d'exploitation et du coût du risque, croisée avec la croissance du produit net bancaire devrait permettre au secteur bancaire de dégager un résultat net en augmentation sur les deux prochains trimestres.

3- L'enquête auprès des principaux Etablissements de Crédit

Prévisions issues des soldes d'opinion

Etablissements répondants : Banque postale, BFCAG, BNPPG, BRED BP, CRCAMMG, FCMAG, CMAG, SOMAFI

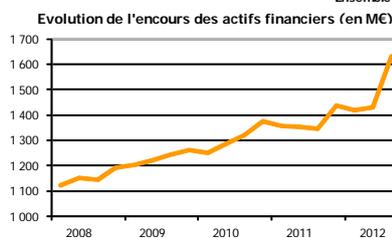
Soldes d'opinions des dirigeants



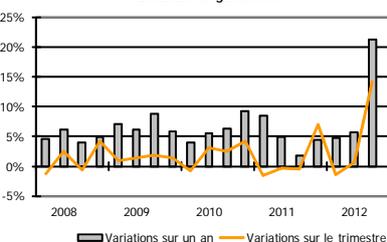
4- Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros								Variations en %		
	sept-07	sept-08	sept-09	sept-10	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	229,9	247,6	288,4	296,0	301,8	358,4	323,6	325,6	517,3	71,4%	58,9%
Dépôts à vue	167,7	173,0	209,9	202,9	213,6	258,1	220,5	227,6	252,8	18,4%	11,1%
Placements liquides ou à court terme	54,0	70,9	69,1	85,9	80,7	92,3	94,1	89,6	89,4	10,8%	-0,2%
<i>Comptes d'épargne à régime spécial</i>	0,3	0,3	0,6	25,3	22,9	18,3	21,3	24,1	28,3	23,6%	17,2%
<i>Placements indexés sur les taux de marché</i>	53,7	70,6	68,4	60,6	57,8	74,1	72,8	65,5	61,2	5,7%	-6,6%
<i>Comptes à terme</i>	22,7	27,8	24,7	16,6	23,7	29,2	30,7	24,5	20,6	-13,4%	-16,0%
<i>OPCVM monétaires</i>	27,3	34,7	42,3	43,0	23,4	34,0	32,0	31,9	32,3	38,0%	1,2%
<i>Certificats de dépôt</i>	3,7	8,1	1,4	1,0	10,7	10,9	10,1	9,1	8,3	-22,4%	-8,8%
Epargne à long terme	8,1	3,7	9,5	7,2	7,5	8,0	9,0	8,4	175,0	2228,1%	1984,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	7,8	3,2	4,3	4,7	5,2	5,0	5,0	4,5	4,5	-13,8%	-1,4%
Ménages	761,9	784,1	830,5	903,3	931,7	952,0	964,7	975,0	983,9	5,6%	0,9%
Dépôts à vue	238,2	243,9	259,4	303,4	315,7	324,3	320,5	328,9	333,1	5,5%	1,3%
Placements liquides ou à court terme	266,9	289,3	290,9	297,1	302,2	309,7	318,4	323,2	325,2	7,6%	0,6%
<i>Comptes d'épargne à régime spécial</i>	227,5	243,8	253,8	260,8	272,8	282,2	290,0	294,6	296,8	8,8%	0,8%
<i>Livrets ordinaires</i>	71,5	75,6	81,8	83,0	86,6	89,9	94,0	95,6	98,4	13,6%	2,9%
<i>Livrets A et bleus</i>	101,2	110,4	119,6	126,6	135,4	140,2	143,9	146,2	146,2	8,0%	0,0%
<i>Livrets jeunes</i>	4,8	4,5	2,6	2,5	2,3	2,3	2,2	2,2	2,1	-8,3%	-3,6%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	15,4	16,0	10,5	9,0	7,4	7,6	6,8	6,8	6,9	-7,8%	0,4%
<i>Livrets de développement durable</i>	10,0	12,9	14,4	14,8	15,9	16,4	17,1	17,5	17,3	8,8%	-1,1%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	24,7	24,5	25,0	24,8	25,2	25,7	26,0	26,2	25,9	2,9%	-1,2%
<i>Placements indexés sur les taux de marché</i>	39,3	45,5	37,1	36,3	29,4	27,5	28,4	28,7	28,4	-3,5%	-0,9%
<i>Comptes créditeurs à terme</i>	28,3	30,6	23,5	19,7	19,6	19,1	20,2	20,9	21,2	7,9%	1,0%
<i>Bons de caisse</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>OPCVM monétaires</i>	10,9	14,9	13,6	16,6	9,8	8,3	8,2	7,7	7,2	-26,2%	-6,2%
Epargne à long terme	256,9	250,9	280,2	302,8	313,8	318,0	325,8	322,8	325,6	3,8%	0,9%
<i>Plans d'épargne logement</i>	80,6	77,0	76,8	80,4	83,3	86,4	86,9	86,4	87,1	4,6%	0,8%
<i>Plans d'épargne populaire</i>	7,4	6,8	6,2	5,9	5,7	5,7	5,5	5,4	5,4	-6,1%	-1,1%
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0,9	0,9	1,0	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	-16,6%	-4,2%
<i>Portefeuille-titres</i>	12,3	12,1	13,0	15,8	15,3	15,2	18,8	17,7	18,2	19,3%	3,1%
<i>OPCVM non-monétaires</i>	19,7	17,9	18,4	15,6	13,0	12,6	11,4	10,5	10,4	-19,9%	-0,1%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	136,0	136,2	164,8	184,2	195,4	197,2	202,4	201,9	203,6	4,2%	0,8%
Autres agents	106,9	111,2	124,1	122,4	111,6	128,6	131,4	127,9	130,1	16,5%	1,7%
Dépôts à vue	84,4	83,5	98,6	95,2	80,9	95,0	91,1	81,5	85,7	5,9%	5,1%
Placements liquides ou à court terme	21,7	26,0	24,3	25,2	27,1	29,8	35,6	42,7	41,3	52,6%	-3,2%
<i>Comptes d'épargne à régime spécial</i>	5,8	6,4	9,5	13,9	10,7	12,9	14,8	17,2	17,7	65,8%	2,6%
<i>Placements indexés sur les taux de marché</i>	15,9	19,6	14,9	11,7	16,4	16,9	20,8	25,5	23,7	43,9%	-7,2%
<i>dont Comptes créditeurs à terme</i>	7,9	7,7	6,3	7,7	9,7	11,2	14,5	14,9	14,8	52,7%	-0,2%
Epargne à long terme	0,8	1,7	1,1	1,6	3,6	3,8	4,8	3,7	3,0	-17,3%	-18,3%
Total actifs financiers	1 098,6	1 142,9	1 243,0	1 321,6	1 345,2	1 439,1	1 419,8	1 428,6	1 631,3	21,3%	14,2%
Dépôts à vue	490,3	500,5	567,9	601,5	610,3	677,5	632,1	638,1	671,6	10,1%	5,2%
Placements liquides ou à court terme	342,6	386,2	384,3	408,5	410,0	431,8	448,1	455,5	456,0	11,2%	0,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	233,6	250,6	263,9	300,0	306,3	313,4	326,1	335,9	342,8	11,9%	2,0%
<i>Livrets ordinaires</i>	76,2	80,6	87,2	94,0	94,6	99,8	105,7	109,4	112,3	18,7%	2,7%
<i>Livrets A et bleus</i>	101,9	111,3	122,6	154,7	160,9	161,5	168,2	173,8	178,3	10,8%	2,6%
<i>Livrets jeunes</i>	4,8	4,5	2,6	2,5	2,3	2,3	2,2	2,2	2,1	-8,3%	-3,6%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	15,4	16,0	10,5	9,0	7,4	7,6	6,8	6,8	6,9	-7,8%	0,4%
<i>Livrets de développement durable</i>	10,0	12,9	14,4	14,9	15,9	16,4	17,1	17,5	17,3	8,9%	-1,2%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	24,7	24,5	25,0	24,9	25,2	25,7	26,1	26,2	25,9	2,8%	-1,3%
Placements indexés sur les taux de marché	108,9	135,6	120,4	108,6	103,7	118,5	122,0	119,6	113,2	9,2%	-5,4%
<i>Dépôts à terme</i>	59,0	66,1	54,4	44,0	53,1	59,5	65,4	60,3	56,6	6,6%	-6,2%
<i>Bons de caisse</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>Titres de créances négociables</i>	3,7	8,1	1,4	1,0	10,7	10,9	10,1	9,1	8,3	-22,4%	-8,8%
<i>OPCVM monétaires</i>	46,2	61,4	64,5	63,6	39,9	48,1	46,5	50,2	48,4	21,1%	-3,8%
Epargne à long terme	265,8	256,2	290,8	311,6	324,9	329,8	339,6	334,9	503,7	55,0%	50,4%
<i>Plans d'épargne logement</i>	80,6	77,0	76,8	80,4	83,4	86,5	86,9	86,5	87,2	4,6%	0,8%
<i>Plans d'épargne populaire</i>	7,4	6,8	6,2	5,9	5,7	5,8	5,5	5,4	5,4	-6,0%	-1,1%
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0,9	0,9	1,0	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	-16,6%	-4,2%
<i>Actions</i>	10,1	9,1	8,5	11,3	11,5	10,8	11,6	10,7	177,6	1439,2%	1559,2%
<i>Obligations</i>	3,2	4,1	9,7	7,3	7,3	8,5	12,9	12,6	13,1	79,6%	3,5%
<i>OPCVM non monétaires</i>	27,6	22,2	23,9	21,6	20,6	20,2	19,3	16,8	16,0	-22,3%	-4,5%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	136,0	136,2	164,8	184,2	195,4	197,2	202,4	201,9	203,6	4,2%	0,8%

Ensemble des actifs financiers

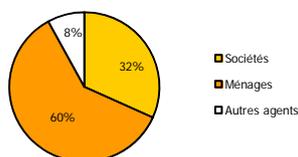


Evolution en glissement

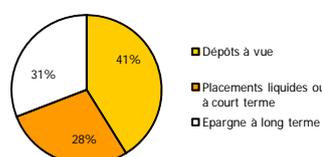


Source : IEDOM, données SURFI

Répartition par agent économique au 30/09/2012



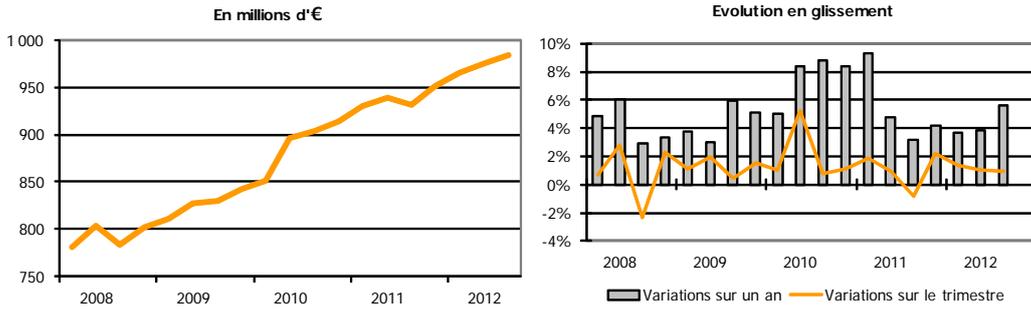
Répartition par nature au 30/09/2012



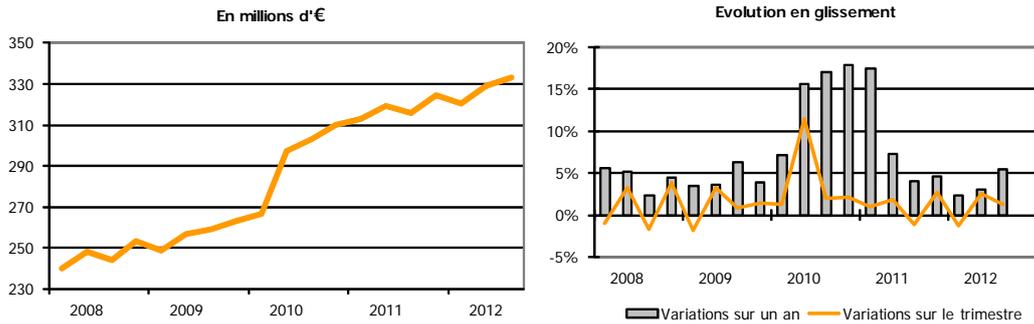
Source : IEDOM, données SURFI

Les avoirs des ménages

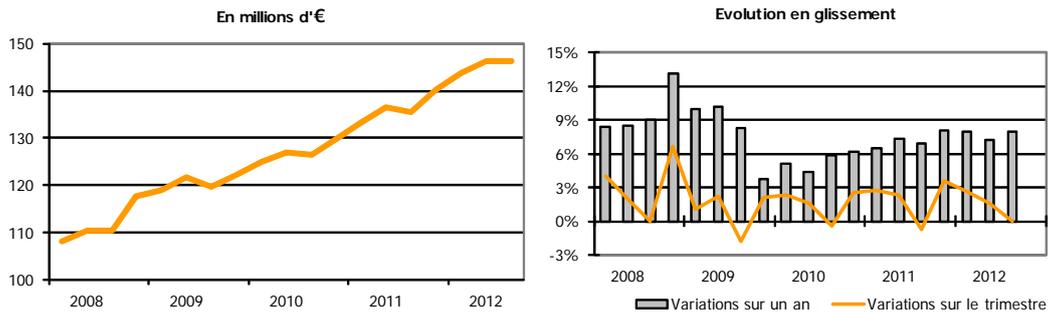
Ensemble des actifs ménages



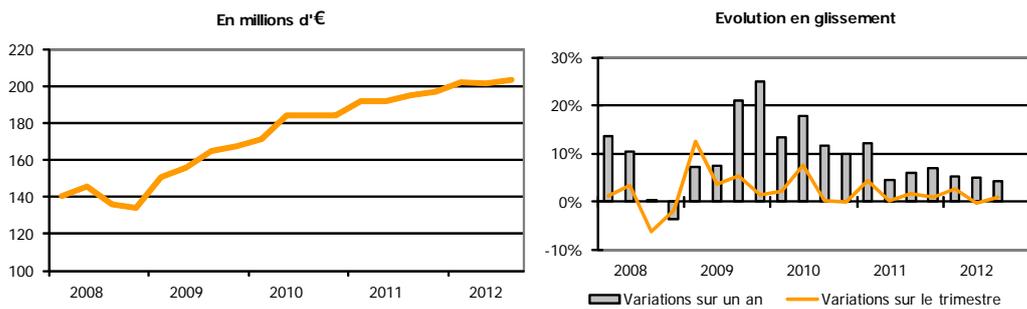
Dépôts à vue



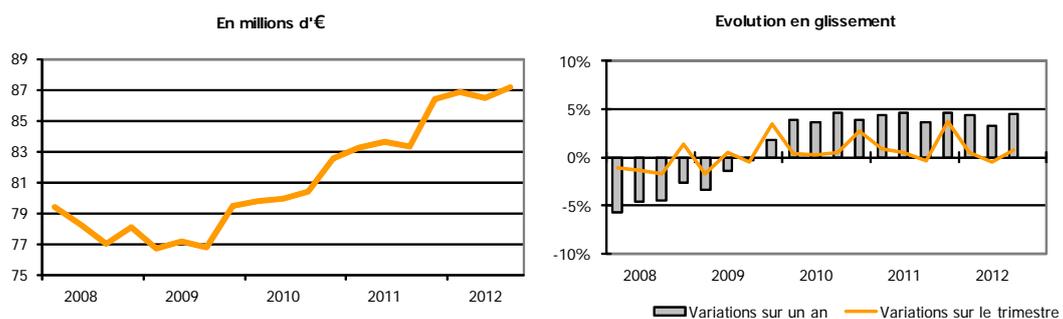
Livrets A et bleus



Contrats d'assurance-vie



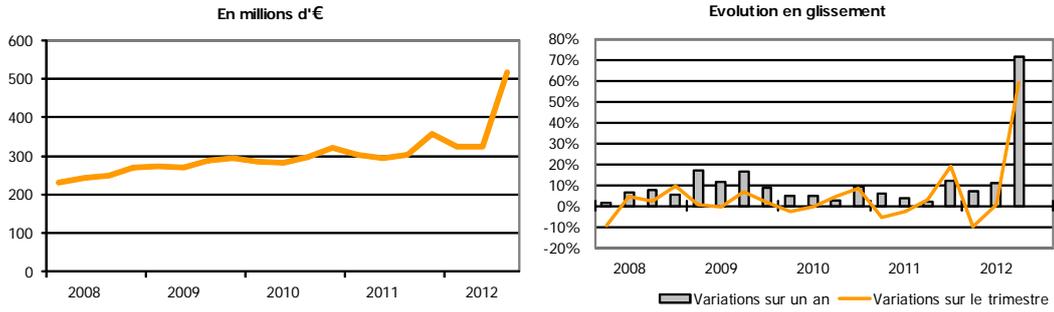
Plans d'épargne logement



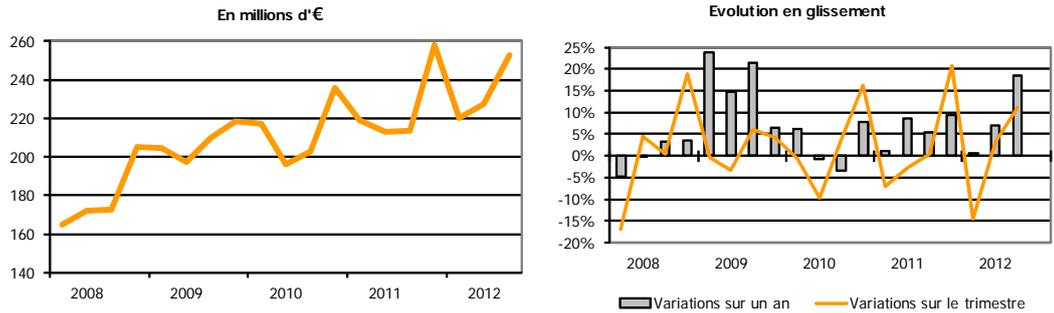
Source : IEDOM, données SURFI

Les avoirs des entreprises

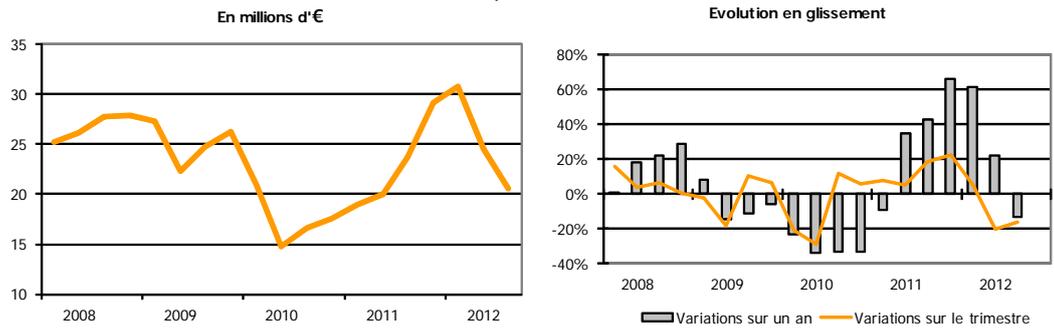
Ensemble des actifs entreprises



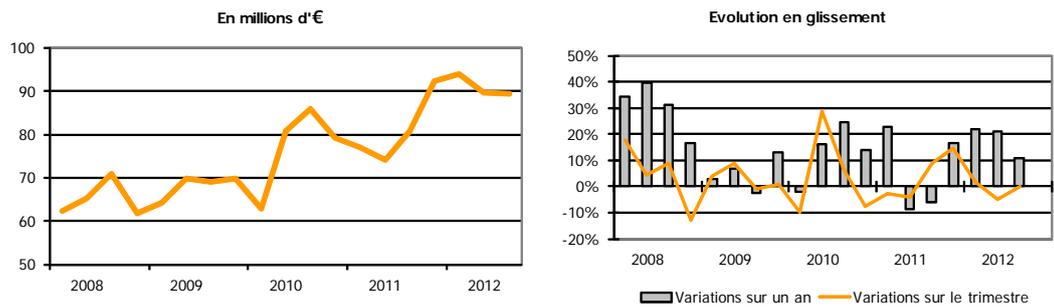
Dépôts à vue



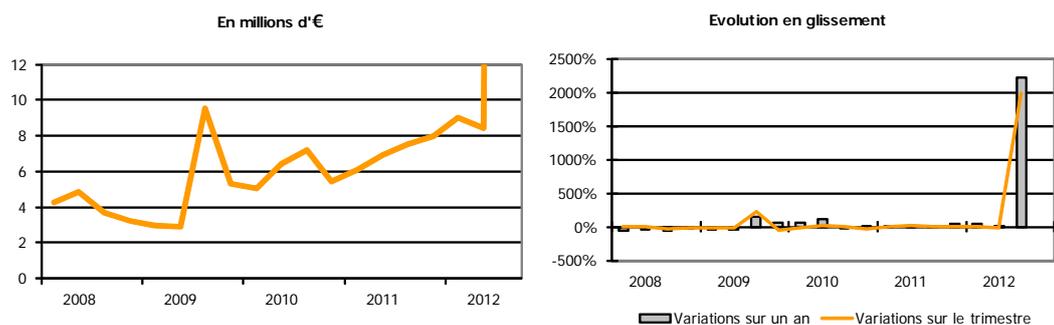
Dépôts à terme



Placements liquides ou à court terme



Epargne à long terme



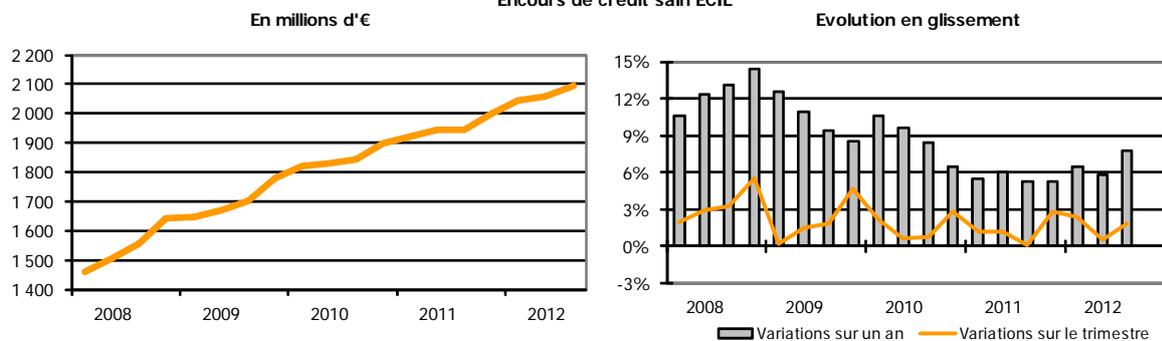
Source : IEDOM, données SURFI

5- Les passifs financiers de la clientèle non financière

5-1 Les concours consentis par les établissements de crédit implantés localement (ECIL)

	Montant en millions d'euros									Variations	
	sept-07	sept-08	sept-09	sept-10	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	83,7	92,2	77,3	64,2	72,8	71,4	75,0	84,6	81,2	11,6%	-3,9%
<i>Créances commerciales</i>	6,1	6,3	6,5	5,9	7,7	10,2	9,3	8,4	7,8	0,9%	-7,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	43,1	48,9	45,0	34,3	32,2	33,9	33,1	32,1	30,4	-5,3%	-5,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	10,2	9,8	8,9	6,5	6,3	7,0	6,6	6,5	5,8	-8,0%	-10,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	34,5	37,0	25,8	24,0	33,0	27,3	32,6	44,0	43,0	30,6%	-2,3%
<i>Affectation</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	146,4	192,8	220,0	226,8	242,8	246,3	220,3	218,8	224,7	-7,4%	2,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	129,6	175,8	201,8	210,6	224,1	224,7	198,9	197,4	203,2	-9,3%	3,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	11,5	12,5	12,8	27,6	22,4	23,5	25,6	24,8	24,2	7,6%	-2,7%
<i>Crédit-bail</i>	16,8	17,0	18,3	16,2	18,8	21,6	21,4	21,5	21,5	14,7%	0,2%
Crédits à l'habitat	535,6	593,1	616,0	653,3	644,0	669,2	688,8	707,0	728,7	13,2%	3,1%
Autres crédits	3,4	3,7	11,9	4,8	5,3	6,0	6,0	5,1	6,0	13,2%	17,8%
Encours sain	769,1	881,7	925,2	949,1	964,9	992,9	990,1	1015,5	1040,6	7,9%	2,5%
Ménages											
Crédits à la consommation	163,1	173,3	170,1	166,6	164,5	164,5	160,8	159,5	158,1	-3,9%	-0,9%
<i>Crédits de trésorerie (1)</i>	149,1	156,6	150,5	144,2	135,4	137,1	133,5	133,3	130,2	-3,8%	-2,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	7,5	7,6	8,5	9,7	13,2	12,8	12,7	11,9	13,8	4,4%	16,6%
<i>Crédit-bail</i>	6,5	9,1	11,2	12,7	15,8	14,6	14,6	14,3	14,1	-11,0%	-1,7%
Crédits à l'habitat	289,5	354,8	402,8	481,0	549,3	562,9	580,3	592,5	609,2	10,9%	2,8%
Autres crédits	2,8	3,3	0,6	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	-20,2%	-6,3%
Encours sain	455,4	531,4	573,5	647,8	714,0	727,6	741,3	752,2	767,5	7,5%	2,0%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	1,3	0,7	0,7	1,2	21,3	0,9	0,9	29,7%	-5,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-	-
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	1,3	0,7	0,7	1,2	21,1	0,9	0,9	29,7%	-5,6%
Crédits d'investissement	127,7	122,6	183,1	236,9	254,0	263,6	279,2	275,3	271,2	6,8%	-1,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	127,7	122,6	183,1	236,8	254,0	263,6	279,2	275,3	271,1	6,8%	-1,5%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-45,4%	-16,4%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Autres crédits	3,1	0,8	0,9	0,8	0,7	0,5	0,5	0,4	0,4	-45,6%	0,0%
Encours sain	130,8	123,4	185,3	238,3	255,3	265,3	300,9	276,6	272,4	6,7%	-1,5%
Autres agents											
Encours sain	20,3	19,6	18,6	10,5	9,6	12,5	13,6	12,6	15,4	60,3%	22,2%
Total encours sain	1375,5	1556,0	1702,7	1845,7	1943,9	1998,3	2045,9	2056,9	2096,0	7,8%	1,9%
Créances douteuses brutes	99,9	103,1	88,6	97,3	90,8	90,8	94,4	93,7	95,8	5,6%	2,3%
Provisions	77,7	77,1	65,3	65,0	62,0	60,0	61,1	61,5	63,0	1,7%	2,4%
Créances douteuses nettes	22,3	26,0	23,4	32,3	28,8	30,8	33,3	32,2	32,8	13,9%	2,0%
<i>dont Entreprises</i>	11,0	10,5	12,8	22,2	20,4	21,6	24,0	21,6	23,1	13,1%	6,6%
<i>dont ménages</i>	6,8	9,2	10,4	10,0	8,4	9,2	9,3	10,5	9,7	16,1%	-7,4%
Total encours brut	1475,5	1659,1	1791,3	1942,9	2034,6	2089,1	2140,3	2150,6	2191,8	7,7%	1,9%
Taux de créances douteuses	6,8%	6,2%	4,9%	5,0%	4,5%	4,3%	4,4%	4,4%	4,4%	-0,1 pt(s)	0,0 pt(s)
Taux de provisionnement	77,7%	74,8%	73,6%	66,8%	68,3%	66,1%	64,7%	65,7%	65,8%	-2,5 pt(s)	0,1 pt(s)

(1) les données présentées ne tiennent pas compte de l'arrivée d'un nouvel intervenant sur le marché du crédit de trésorerie



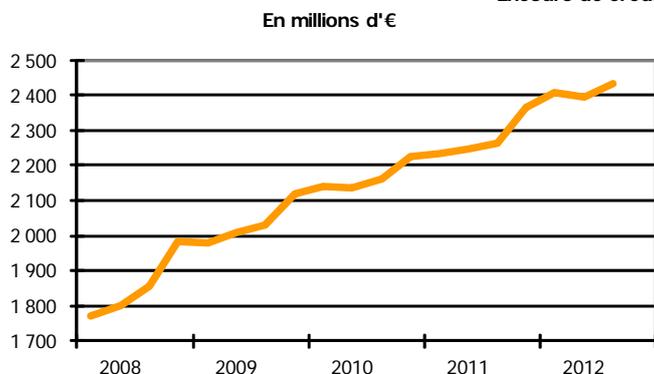
Source : IEDOM, données SURFI

5-2 Les concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	sept-07	sept-08	sept-09	sept-10	sept-11	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	Variations en %	
										1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	90,4	103,8	85,0	71,2	78,3	80,1	83,2	92,7	90,3	15,3%	-2,6%
<i>Créances commerciales</i>	10,4	12,0	8,0	6,0	7,7	10,3	9,3	8,5	7,8	0,9%	-8,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	43,8	52,4	48,7	34,5	32,4	35,9	35,0	33,0	30,8	-5,1%	-6,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	10,3	9,8	9,1	6,7	6,5	7,2	6,8	6,5	5,8	-10,4%	-10,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	36,3	38,6	27,6	24,5	33,5	27,8	33,0	44,8	44,7	33,7%	-0,2%
<i>Affacturage</i>	0,0	0,9	0,6	6,2	4,7	6,2	5,8	6,5	7,0	48,5%	7,4%
Crédits d'investissement	260,6	320,0	351,4	353,7	366,8	411,8	382,8	364,8	371,8	1,4%	1,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	195,8	246,9	267,8	286,2	295,9	317,1	288,3	273,1	281,8	-4,8%	3,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	23,0	23,1	21,4	39,8	34,7	37,5	39,6	26,2	25,5	-26,7%	-2,8%
<i>Crédit-bail</i>	64,9	73,0	83,6	67,5	70,8	94,7	94,5	91,7	90,0	27,1%	-1,9%
Crédits à l'habitat	559,5	613,2	649,9	685,0	690,9	714,8	734,4	749,4	770,8	11,6%	2,9%
Autres crédits	3,4	3,7	11,9	4,8	5,3	6,0	6,0	5,1	6,0	13,2%	17,8%
Encours sain	913,9	1040,6	1098,1	1114,8	1141,3	1212,6	1206,4	1212,1	1238,9	8,6%	2,2%
Ménages											
Crédits à la consommation	163,1	173,3	171,6	169,6	167,7	168,1	164,5	163,5	162,3	-3,2%	-0,7%
<i>Crédits de trésorerie (1)</i>	149,1	156,6	151,9	147,1	138,6	140,7	137,2	137,3	134,4	-3,0%	-2,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	7,6	7,6	8,5	9,8	13,3	12,8	12,8	11,9	13,8	4,1%	16,7%
<i>Crédit-bail</i>	6,5	9,1	11,2	12,7	15,8	14,6	14,6	14,3	14,1	-11,0%	-1,7%
Crédits à l'habitat	306,5	368,3	414,1	483,8	551,5	565,4	582,8	594,5	611,2	10,8%	2,8%
Autres crédits	2,8	3,3	0,6	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	-20,2%	-6,3%
Encours sain	472,4	545,0	586,3	653,5	719,5	733,7	747,5	758,2	773,8	7,5%	2,1%
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,1	0,4	2,4	0,7	0,7	1,3	21,3	0,9	0,9	21,4%	-5,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,1	0,3	1,1	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0		
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	1,3	0,7	0,7	1,2	21,1	0,9	0,9	29,7%	-5,6%
Crédits d'investissement	258,7	240,4	313,3	357,1	379,1	386,7	400,3	393,6	387,6	2,2%	-1,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	258,5	239,8	312,9	356,8	379,0	386,6	400,2	393,6	387,6	2,3%	-1,5%
<i>Crédit-bail</i>	0,2	0,5	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	-93,4%	-76,3%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Autres crédits	3,1	0,8	0,9	0,8	0,7	0,5	0,5	0,4	0,4	-45,6%	0,0%
Encours sain	261,9	241,5	316,6	358,5	380,5	388,5	422,1	394,9	388,9	2,2%	-1,5%
Autres agents											
Encours sain	57,8	28,4	28,7	36,2	23,4	29,7	32,5	31,7	33,4	42,9%	5,6%
Total encours sain	1705,9	1855,5	2029,7	2163,0	2264,7	2364,6	2408,6	2396,9	2434,9	7,5%	1,6%
Créances douteuses brutes	115,5	125,4	100,0	106,0	99,4	98,9	102,4	104,6	106,5	7,1%	1,7%
Provisions	77,7	77,1	65,4	65,1	62,2	60,2	61,3	61,8	63,3	1,8%	2,5%
Créances douteuses nettes	37,9	48,2	34,6	40,9	37,3	38,7	41,1	42,8	43,1	15,8%	0,7%
<i>dont Entreprises</i>	22,7	27,0	21,5	24,9	28,2	28,8	31,2	31,7	32,8	16,6%	3,5%
<i>dont ménages</i>	10,2	12,1	12,1	10,6	8,8	9,7	9,6	10,8	10,0	13,8%	-7,4%
Total encours brut	1821,5	1980,9	2129,6	2269,0	2364,1	2463,5	2511,0	2501,5	2541,4	7,5%	1,6%
<i>Taux de créances douteuses</i>	6,3%	6,3%	4,7%	4,7%	4,2%	4,0%	4,1%	4,2%	4,2%	0,0 pt(s)	0,0 pt(s)
<i>Taux de provisionnement</i>	67,2%	61,5%	65,4%	61,4%	62,5%	60,9%	59,9%	59,1%	59,5%	-3,1 pt(s)	0,4 pt(s)

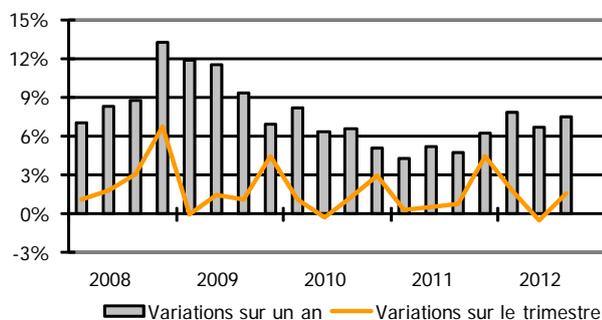
(1) les données présentées ne tiennent pas compte de l'arrivée d'un nouvel intervenant sur le marché du crédit de trésorerie

Encours de crédit sain ECIL + ECNIL

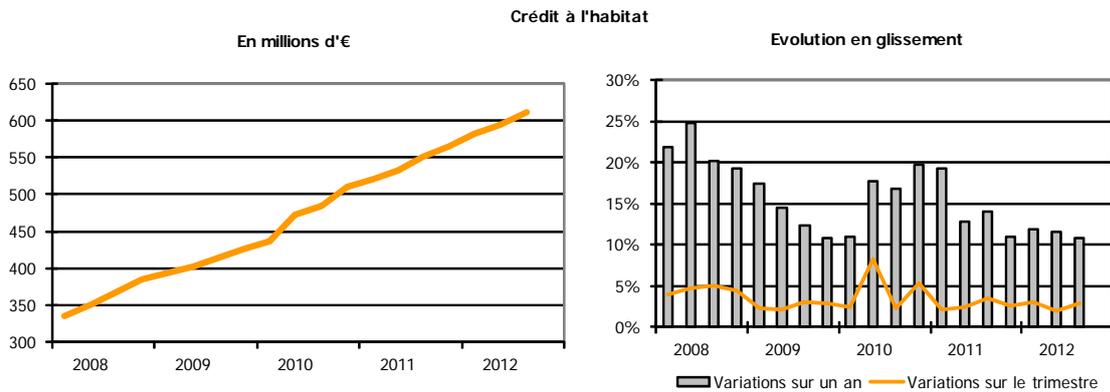
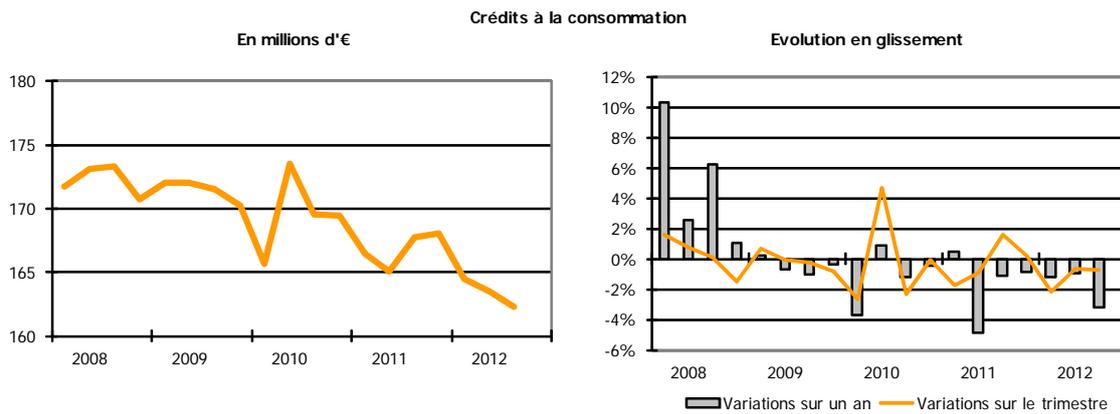
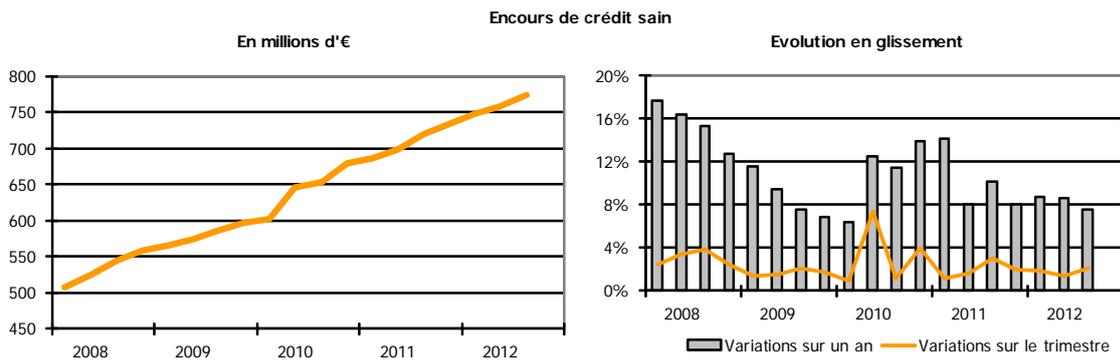


Source : IEDOM, données SURFI

Evolution en glissement



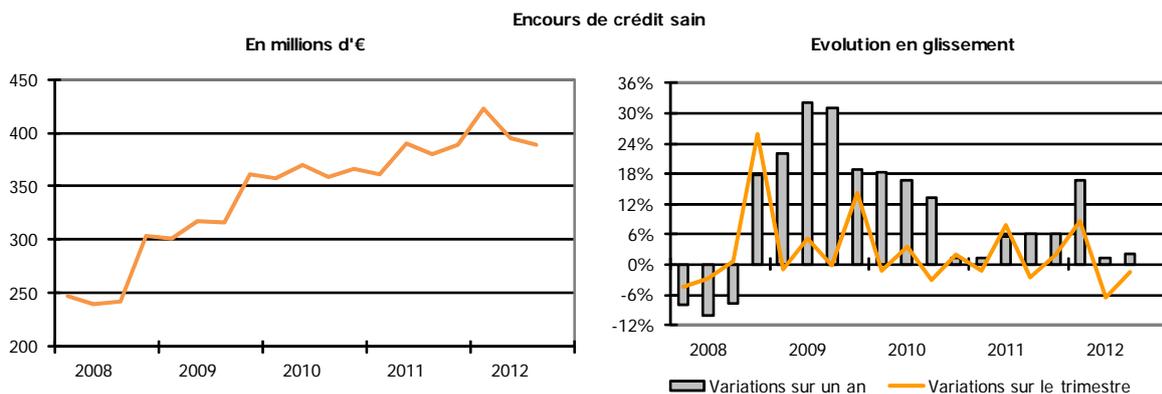
L'endettement des ménages



Source : IEDOM, données SURFI

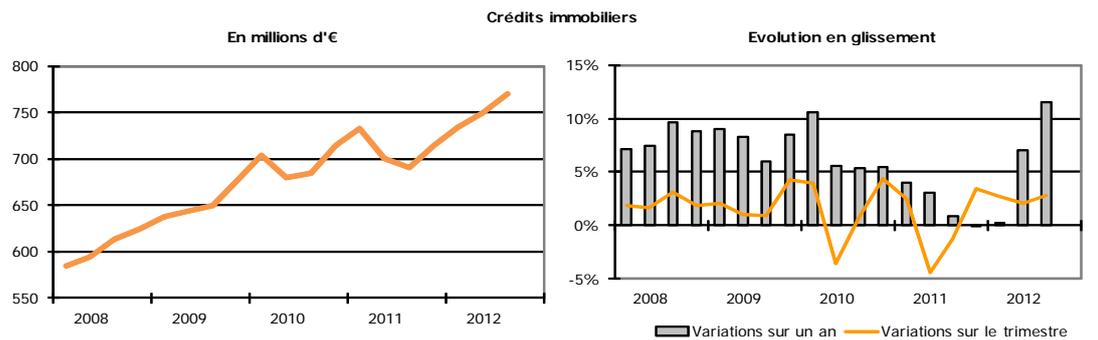
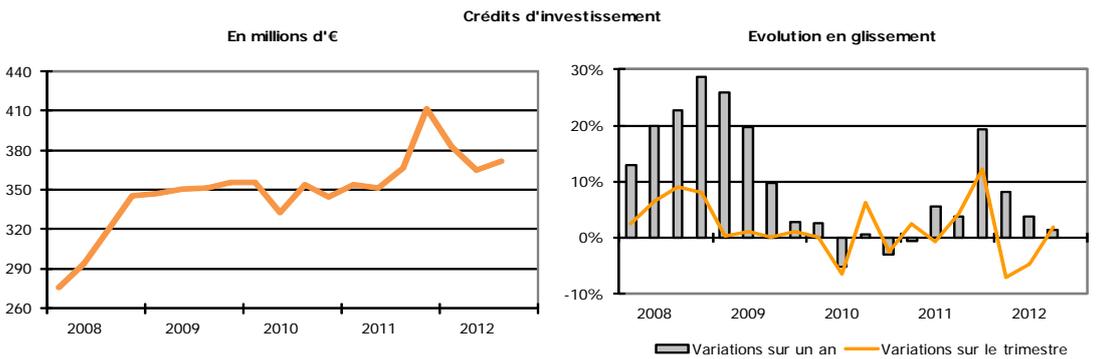
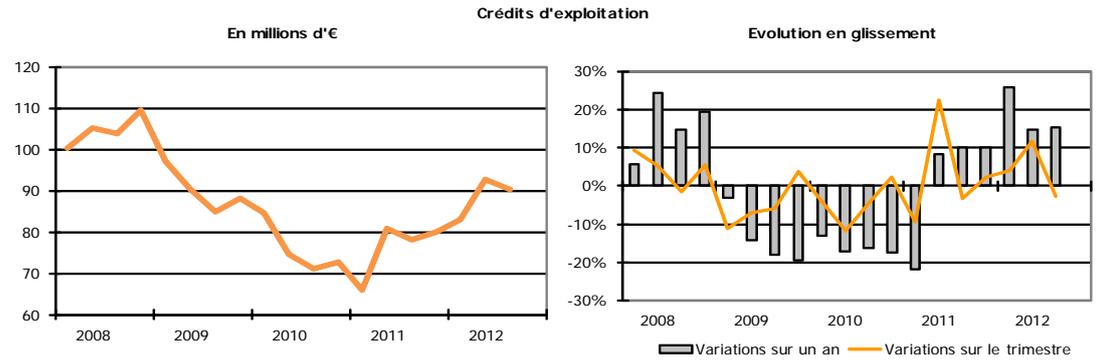
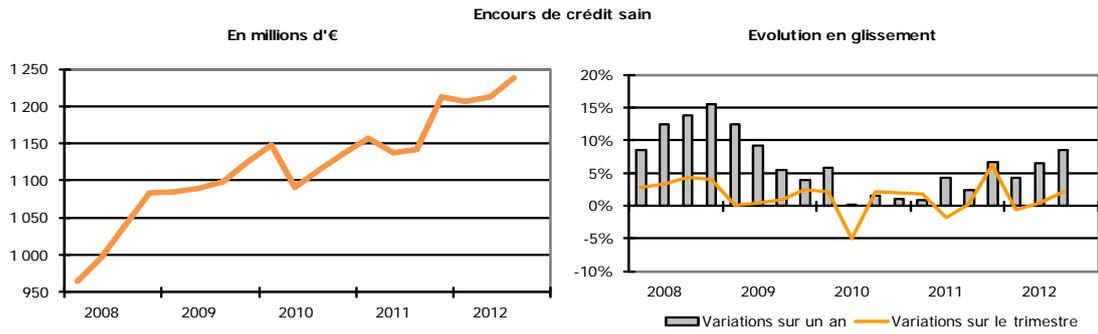
Source : IEDOM, données SURFI

L'endettement des collectivités locales

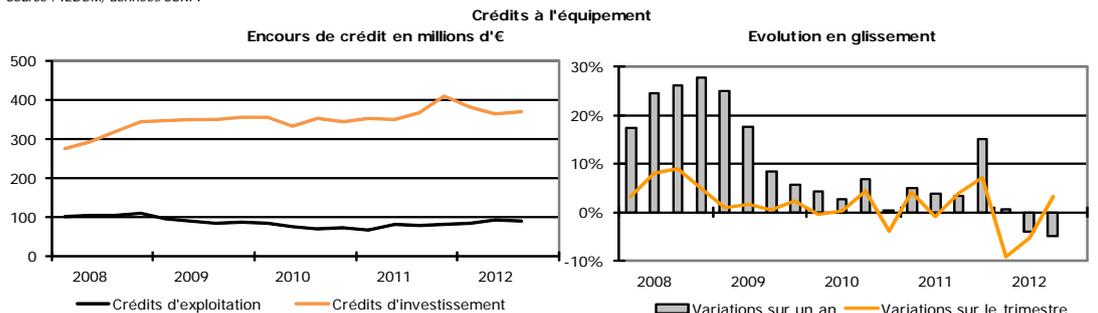


Source : IEDOM, données SURFI

L'endettement des entreprises



Source : IEDOM, données SURFI

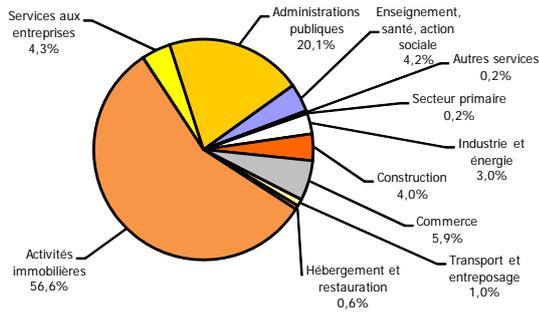


Source : IEDOM, données SURFI

Source : IEDOM, données SURFI

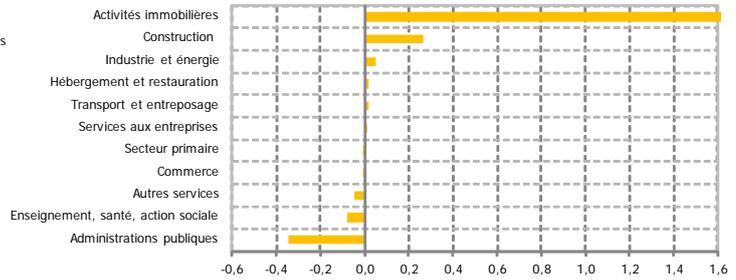
6- Les risques sectoriels³

Répartition des risques par secteur au 30/09/2012



Source : SCR de la Banque de France

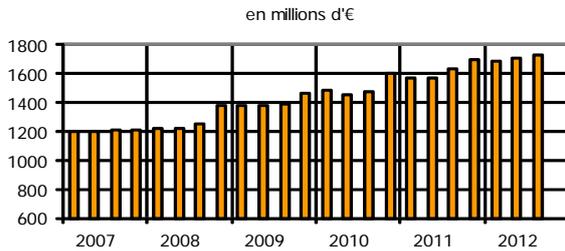
Contribution (en point) des secteurs d'activité à l'évolution trimestrielle de l'encours des risques déclarés au SCR au 30/09/2012 (+1,51 %)



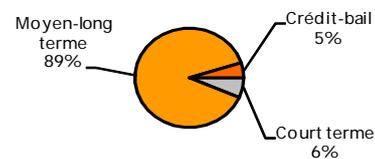
Source : SCR de la banque de France

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

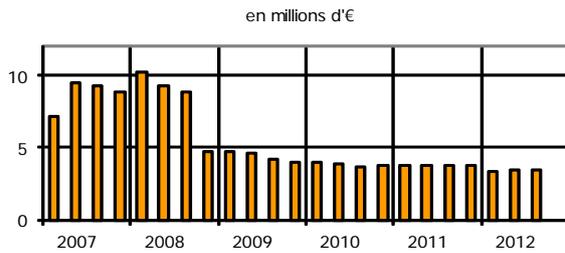
Ensemble des secteurs



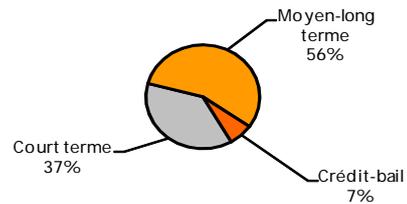
Structure en %



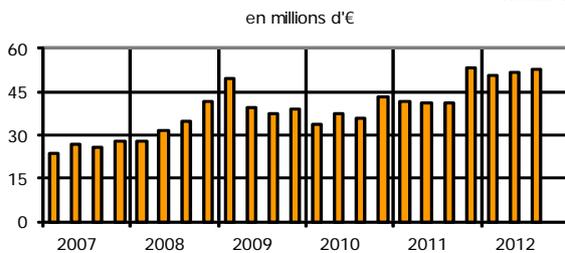
Secteur primaire



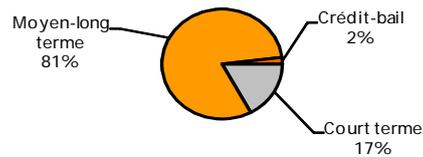
Structure en %



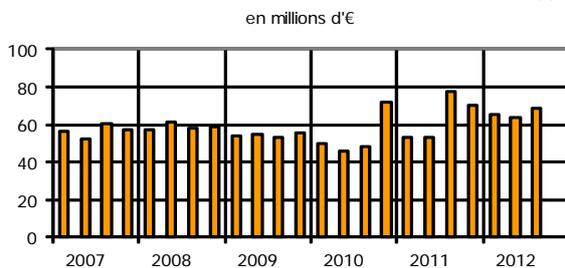
Industrie et énergie



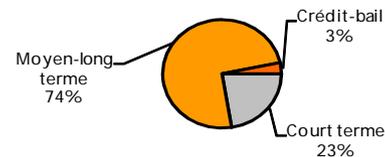
Structure en %



Construction



Structure en %

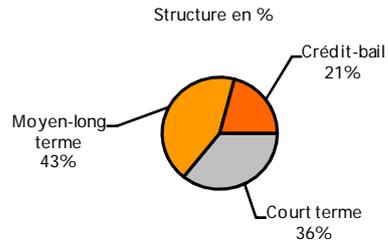
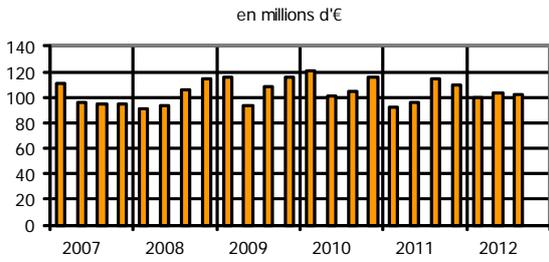


³ Seuls les encours mobilisés (les crédits à court terme (CT), les crédits à moyen-long terme (MLT) et les crédits-bails) sont pris en compte dans cette étude. Les encours mobilisables de hors-bilan ne sont pas répertoriés.

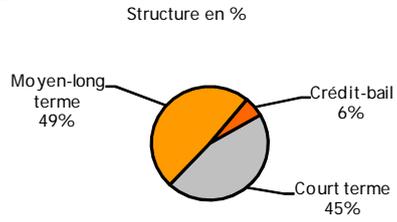
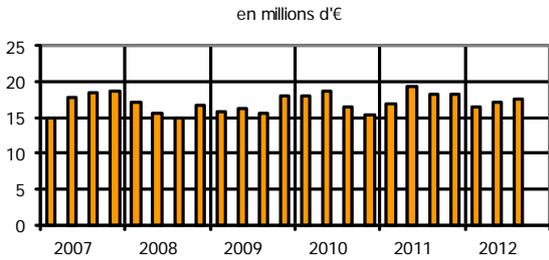
Les déclarations au SCR peuvent être actualisées par les établissements de crédit pendant un an. Il convient de garder une interprétation prudente de ces données en raison par ailleurs d'un taux de rejets de déclarations non-conformes relativement élevé dans les DCOM. En outre, compte tenu du seuil de recensement (25 k€), les très petites entreprises ne sont pas comprises dans ces bases de données.

A partir de la centralisation des risques de mars 2012, les établissements de crédit appliquent un nouveau cahier des charges, qui se traduit par l'arrêt des déclarations des encours privés des entrepreneurs individuels. Seuls les encours liés à une activité professionnelle sont désormais recensés. Conséquences sur les chiffres : les encours des entrepreneurs individuels ne représentent plus que 1,14 % de l'encours total à fin septembre 2012, contre 3,55 % à fin décembre 2011.

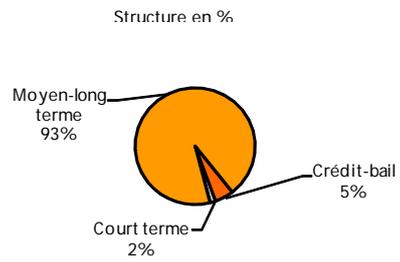
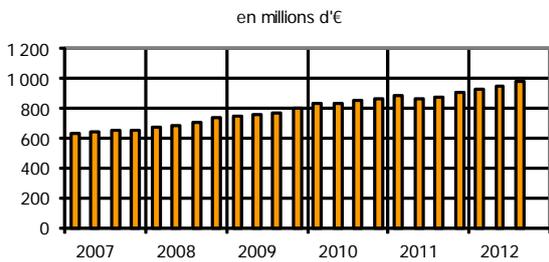
Commerce



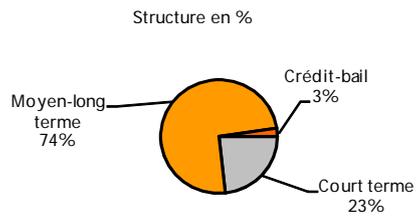
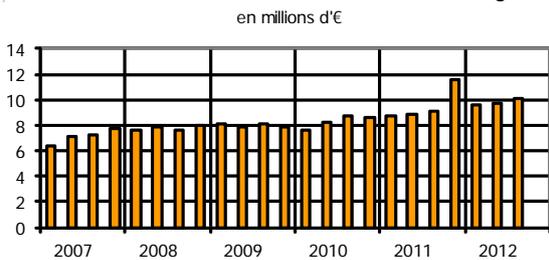
Transport et entreposage



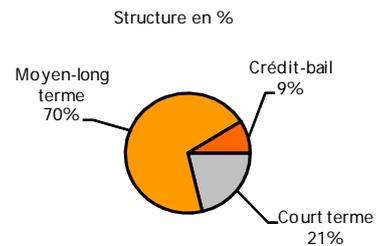
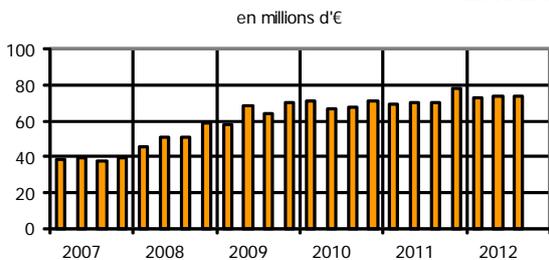
Activités immobilières



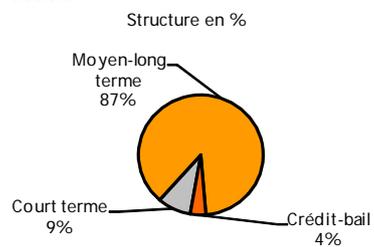
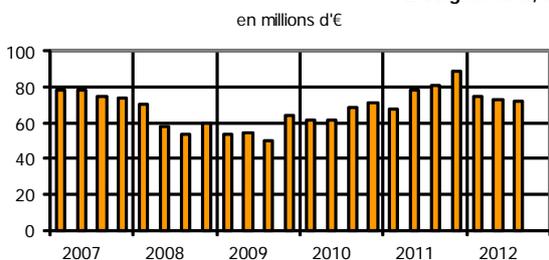
Hébergement et restauration



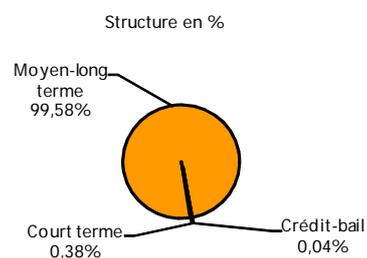
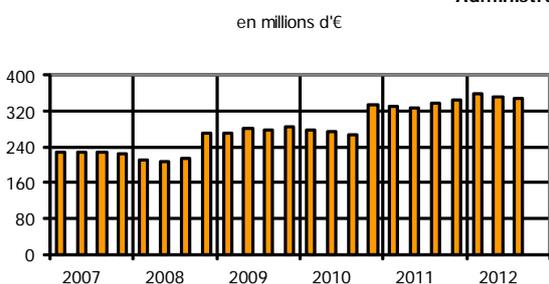
Services aux entreprises



Enseignement, santé et action sociale

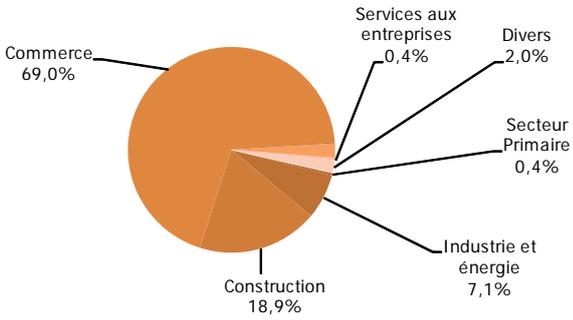


Administrations publiques



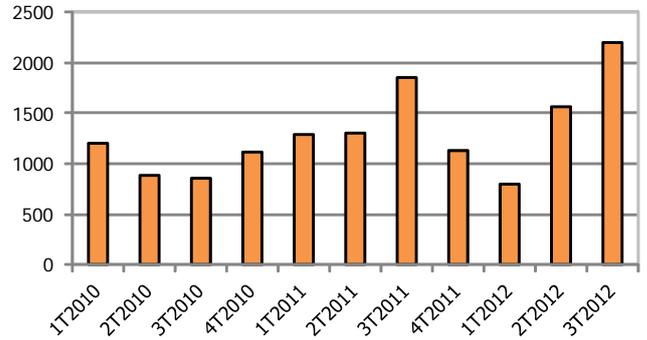
7- Indicateurs de vulnérabilité

Répartition par secteur des Incidents de Paiement sur Effets en valeur au 3ème trimestre 2012

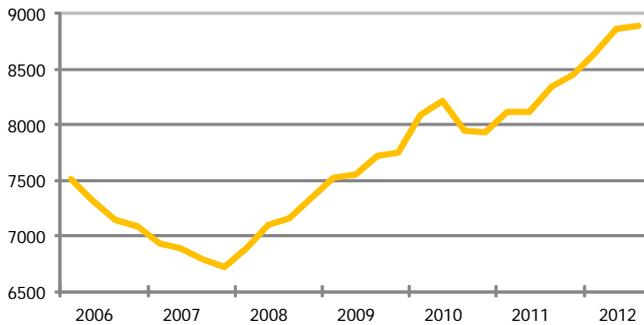


Source : FIBEN

Incidents de paiement sur effets (IPE) en milliers d'€

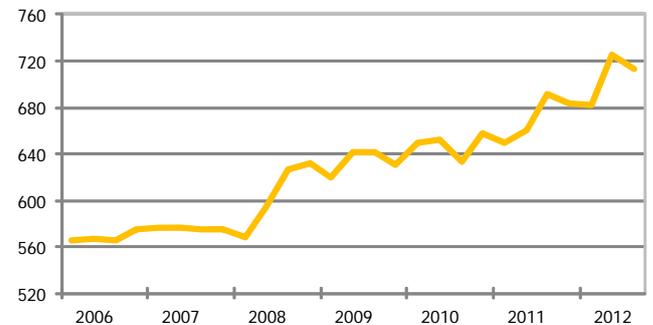


Nombre de personnes physiques en interdit bancaire



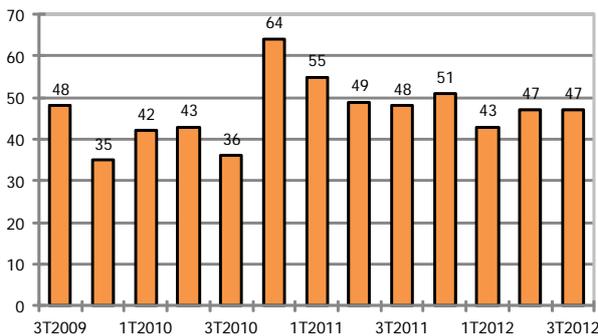
Source : IEDOM

Nombre de personnes morales en interdit bancaire



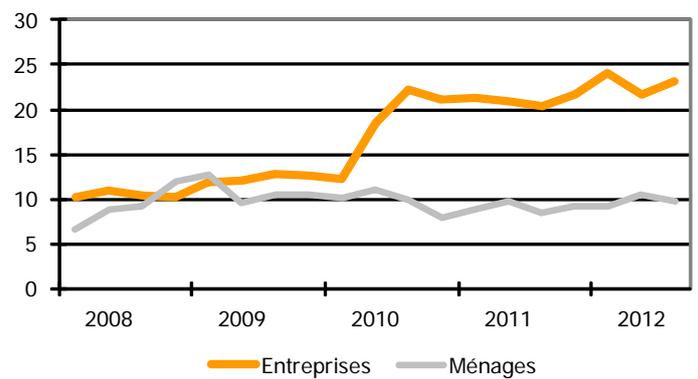
Source : IEDOM

Nombre de dossiers déposés auprès de la Commission de surendettement de l'IEDOM



Source : IEDOM

Créances douteuses nettes de la place en millions d'€



Source : IEDOM, données SURFI

8- Rappel des taux

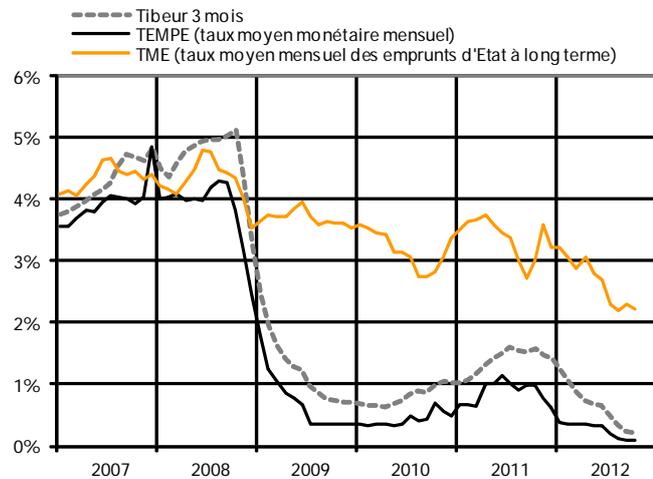
8-1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (11/07/12)	0,75%
Taux de la facilité de dépôt (11/07/12)	0,00%
Taux de la facilité de prêt marginal (11/07/12)	1,50%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er Août 2011)		
Livret A et bleu	LDD	LEP
2,25%	2,25%	2,75%
PEL*	CEL*	
2,50%	1,50%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2012 (JO du 08/02/12)		0,71%
ANNEE 2011 (JO du 03/02/11)		0,38%

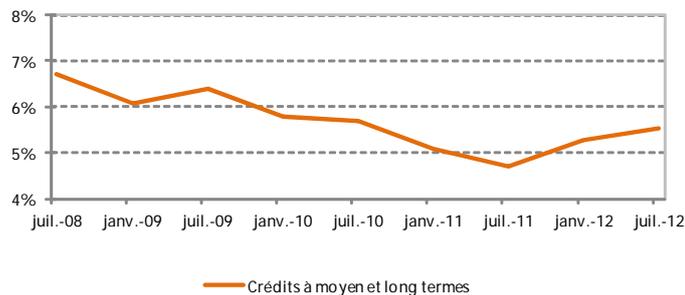
* hors prime d'Etat

8-2 Principaux taux de marché



8-3 Enquête sur le coût du crédit aux entreprises

Evolution du taux des crédits à moyen et long termes en Guyane



Source : IEDOM

	juil.-08	janv.-09	juil.-09	janv.-10	juil.-10	janv.-11	juil.-11	janv.-12	juil.-12
Crédits à moyen et long termes	6,72%	6,07%	6,40%	5,79%	5,69%	5,09%	4,72%	5,27%	5,53%

8-4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel. L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

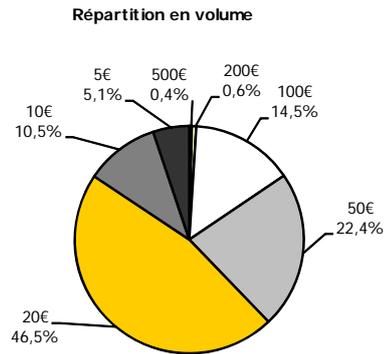
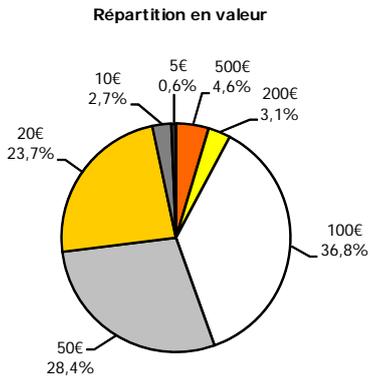
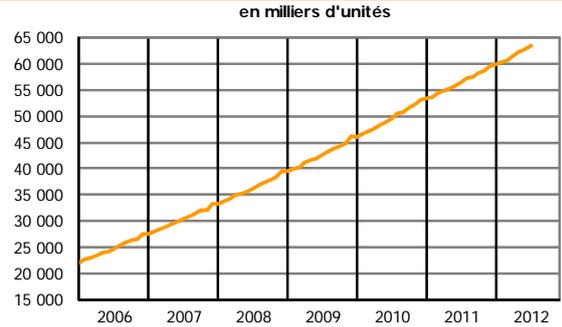
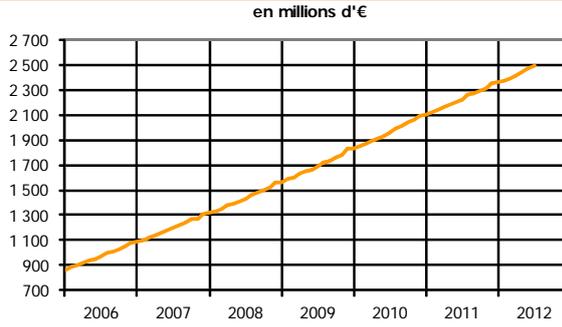
Catégorie	Plafonds de l'usure applicables sur la période						
	3T2011	4T2011	1T2012	2T2012	3T2012	4T2012	
PARTICULIERS	<u>Prêts immobiliers</u>						
	- Prêts à taux fixe	5,97%	6,23%	6,24%	6,32%	6,36%	5,99%
	- Prêts à taux variable	5,33%	5,61%	5,83%	5,88%	5,81%	5,64%
	- Prêts relais	6,07%	6,28%	6,43%	6,48%	6,32%	5,89%
	<u>Autres prêts</u>						
- Prêts d'un montant < ou = à 1524 €(*)	21,41%	21,03%	20,65%	20,56%	20,25%	20,30%	
- Découverts en compte, crédits renouvelables et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1524 € et < ou = à 3000 €(*)	19,37%	19,27%	19,15%	19,15%	19,24%	19,58%	
- Prêts personnels et autres prêts > à 1524 € et < ou = à 3000 €	11,22%	12,76%	13,98%	15,27%	16,40%	17,67%	
ENTREPRISES	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,13%	9,61%	9,67%	8,99%	9,01%	8,09%
	- Prêts d'une durée supérieure à 2 ans, à taux variable	5,29%	5,52%	5,45%	5,35%	4,63%	4,09%
	- Prêt d'une durée supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,08%	6,36%	6,29%	6,37%	6,20%	6,01%
	- Découvert en compte (**)	13,88%	13,84%	13,80%	13,67%	13,53%	13,86%
	- Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans	6,00%	6,36%	6,53%	6,49%	6,01%	5,81%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

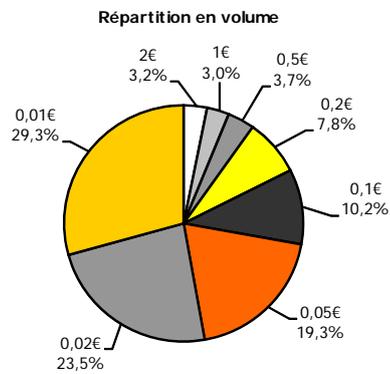
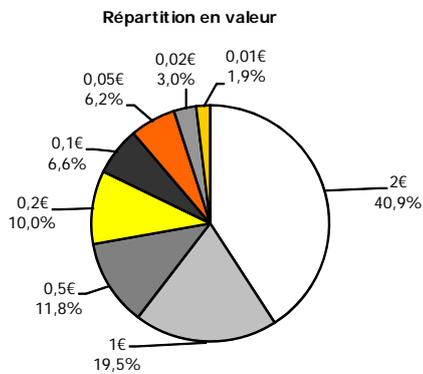
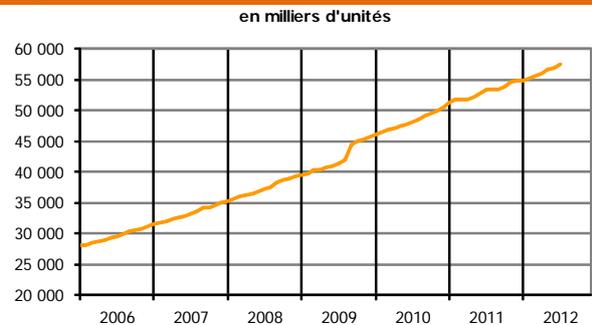
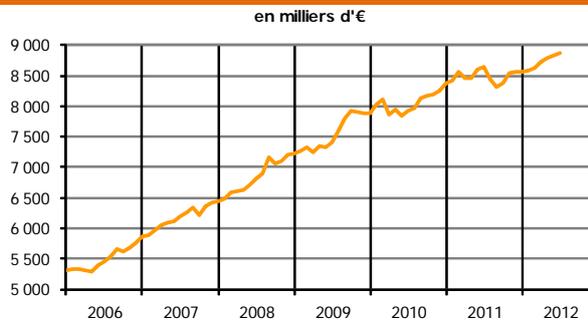
9- Monnaie fiduciaire

9-1 Emission nette cumulée de billets euros au 30/09/2012



Source : IEDOM

9-2 Emission nette cumulée de pièces euros au 30/09/2012



Source : IEDOM

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Nadia ALIBAY

Florent DANION

Fabrice DUFRESNE

Hervé KAHANE

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE
Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Editeur : IEDOM
Achévé d'imprimer en décembre 2012
Dépôt légal : décembre 2012- n° ISSN : 0296-3116